

Conjoncture

Par Imen-Nidhal Boudinar

En l'espace d'un mois, les cours du brut ont enregistré un bond de 8\$/Bbl battant de nouveau leurs records historiques en franchissant le seuil des 74\$/Bbl pour le Brent durant la 3^{ème} semaine du mois d'avril. Bien que les éléments haussiers soient pour l'essentiel de nature politique (Iran-Nigeria), d'autres facteurs spécifiquement pétroliers notamment les inquiétudes liées à la capacité de l'industrie du raffinage à approvisionner le marché américain durant la driving season ont alimenté la progression rapide des prix durant ce mois.

En effet, les éléments dominants qui ont pesé sur les cours pétroliers sont :

- L'escalade dans le contentieux nucléaire opposant l'Iran aux Etats-Unis et à l'Union européenne, à l'approche de la date d'expiration du délai accordé par l'AIEA à ce pays pour renoncer à ses activités d'enrichissement d'uranium. La détermination de l'Iran à poursuivre son programme nucléaire devrait continuer à nourrir les tensions sur le marché à court terme.

- Les incertitudes liées au rythme de reprise de la production nigériane qui demeure amputée de 550 000 B/J, soit près d'un quart du débit d'extraction du cinquième fournisseur du marché américain.

- L'instabilité de la situation en Irak induisant le maintien du débit d'extraction à 1.8MBJ, pour une capacité de production de 2.5MBJ.

- La menace du Tchad de suspendre sa production de pétrole brut (170 000B/J) à partir du 18 avril en raison d'un différend l'opposant à la Banque mondiale et relatif à l'utilisation de ses revenus pétroliers.

- Outre les éléments géopolitiques, les facteurs macro-économiques ont également pesé sur le marché avec l'annonce d'une progression de près de 10.2% du PIB chinois au 1er trimestre 2006 au lieu des 9.7% attendus renforçant la perception d'une vigueur de la demande énergétique mondiale.

- Le mouvement baissier des stocks américains de produits pétroliers amorcé depuis la fin mars, dans un contexte marqué par la hausse saisonnière de la demande et le durcissement des réglementations environnementales.

Par ailleurs, les cours du brut ont accusé un léger repli vers la fin du mois d'avril, sous l'effet de la décision du gouvernement américain d'interrompre ses livraisons de pétrole brut dans les réserves stratégiques et des perspectives d'une éventuelle suspension de la nouvelle réglementation pour les carburants.

(Suite page 2)

Dialogue Pays producteurs / Pays consommateurs d'énergie

«La sécurité énergétique, une responsabilité partagée», thème du 10^{ème} Forum International de l'Energie

Doha, capitale du Qatar, a abrité du 22 au 24 avril dernier le 10^{ème} Forum International de l'Energie. 59 pays et six organisations internationales y ont pris part pour tenter d'élaborer une stratégie commune qui irait au delà des traditionnelles lignes de clivages politico-économiques et faire ainsi face aux défis énergétiques.



10^{ème} Forum International de l'Energie - La photo officielle

Réunis dans un contexte de préoccupations énergétiques accrues, les ministres ont débattu d'un large éventail de questions relatives aux investissements et aux schémas de coopération :

L'engagement à une plus large coopération pour faire face aux défis énergétiques croissants

Les ministres ont exprimé leurs préoccupations devant l'impact potentiel des prix élevés sur la croissance économique, tout en réaffirmant leur engagement commun à œuvrer pour un marché moins volatil et des prix stables.

Les décennies d'abondance d'énergie bon marché ont masqué le rôle crucial de celle-ci dans tous les secteurs d'activité. Face aux facteurs d'incertitudes susceptibles de menacer la sécurité et l'accessibilité de l'énergie, le Forum a souligné la nécessité de renforcer le dialogue et la coopération entre pays producteurs et consommateurs.

En outre, le Forum a souligné l'importance de l'échange de données pour accroître la transparence globale des marchés tout en favorisant la sécurité énergétique mondiale. A ce titre, les ministres ont réaffirmé leur engagement à fournir des données récentes au programme JODI (Joint Oil Data Initiative) en envisageant notamment une extension de l'initiative visant à inclure des informations relatives à d'autres sources d'énergie dont le poids est consistant dans le mix énergétique mondial.

OPEP : risques persistants sur la demande mondiale énergétique

L'étude présentée par l'OPEP porte sur les perspectives d'évolution du marché pétrolier à long terme.

Elle met en exergue les investissements considérables consentis par l'Organisation dans l'amont pour accroître sa capacité de production excédentaire. En effet, l'OPEP prévoit d'ores et déjà d'investir près de 100 G\$ dans l'amont d'ici à 2010 pour porter sa capacité d'extraction à 38MBJ, soit une progression de 5MBJ par rapport à 2005.

Tout en mentionnant les efforts déployés pour garantir la sécurité des approvisionnements énergétiques, l'OPEP a souligné les incertitudes liées à l'évolution de la consommation pétrolière mondiale notamment avec la mise en place de nouvelles politiques énergétiques et environnementales et les développements technologiques attendus à long terme. De ce fait, la variation notable du montant des investissements requis illustre la légitimité de l'Organisation dans ses préoccupations concernant la sécurité de la demande.

L'autre axe défendu par l'OPEP a trait à l'insuffisance des capacités de raffinage, qui devrait constituer une source d'instabilité du marché au cours des prochaines années.

A cet effet, l'OPEP a appelé les pays consommateurs à consacrer les fonds nécessaires à ce secteur et à réfléchir aux moyens d'accélérer les projets et de créer un climat propice aux investissements.

(Suite en page 4)

Conjoncture

LES FAITS MARQUANTS

(suite de la page 1)

BOLIVIE

Nationalisation des champs d'hydrocarbures

Le président bolivien Evo Morales a annoncé au début du mois de mai la nationalisation des hydrocarbures du pays, lors d'une cérémonie organisée à Carapari, dans le sud du pays. Le décret de "nationalisation" ordonne aux compagnies étrangères de "remettre la propriété et la production des hydrocarbures à YPFB" (la compagnie nationale bolivienne) et impose une nouvelle répartition des revenus, réservant 82% à l'Etat contre 50% précédemment. Ainsi, les forces militaires ont pris le contrôle de 53 installations à travers le pays. Le président bolivien a fixé un délai de 180 jours aux compagnies pétrolières étrangères opérant dans le pays pour régulariser leur situation, en leur proposant de signer de nouveaux contrats d'exploitation.

Vingt-six compagnies étrangères dont Total, l'espagnol Repsol-YPF, le géant américain ExxonMobil, le britannique BG Group et le brésilien Petrobras sont implantées en Bolivie. La Bolivie produit 42 000 B/J de pétrole brut, destinés en totalité à la consommation nationale, pour des réserves d'environ 400 MB. Le potentiel gazier est plus significatif, le deuxième en Amérique latine avec environ 900 Gm³ de réserves prouvées (contre plus de 4 000 Gm³ pour le Venezuela).

CHINE/ARABIE SAOUDITE

Saudi Aramco et Sinopec signent un mémorandum d'entente (Mou)

Les compagnies saoudiennes Saudi Aramco et chinoise Sinopec ont signé un mémorandum d'entente lors de la visite du président du groupe chinois à Riyad. L'accord porte sur le développement du partenariat économique des deux compagnies et souligne leur intérêt commun pour poursuivre l'examen d'opportunités visant à étendre leur coopération sur le long terme. La collaboration commerciale et technique entre les deux compagnies, encadrée par cet accord, porte sur le traitement du pétrole, le stockage, l'exploration-production de gaz naturel, les produits pétroliers et les dérivés pétrochimiques. L'accord entre Sinopec et Saudi Aramco concerne également deux projets communs en Chine :

- Le projet de raffinerie et d'unité d'éthylène à Fujian : une joint-venture sera créée cette année pour un démarrage de la production en 2009.
- Le projet de raffinerie à Qingdao : il s'agit de poursuivre les négociations pour parvenir à un accord sur les conditions de participation de Saudi Aramco à ce projet. Enfin, le mémorandum indique que Saudi Aramco s'engage à approvisionner Sinopec et ses filiales à hauteur de 1MBJ de pétrole brut de type Arabian d'ici à 2010.

BRESIL

L'autosuffisance pétrolière bientôt atteinte

A l'issue d'une visite sur une plate-forme du champ pétrolier Albadora Leste, au large de l'Etat de Rio de Janeiro, le président brésilien a annoncé le lancement de la plate-forme P-50, qui atteindra son débit d'extraction maximal de 180 000B/J d'ici six mois, augmentant de 13,4 % la production brésilienne du brut en 2006.

Le champ Albadora Leste a des réserves estimées à 500 MB de pétrole. En outre, la compagnie étatique brésilienne Petrobras vient d'annoncer avoir effectué de nouvelles découvertes d'hydrocarbures dans le bassin d'Espirito Santo totalisant des réserves potentielles totales de brut léger d'environ 600 MB.

Le démarrage de la plateforme-P50 devrait permettre au Brésil d'atteindre une production moyenne de 1.9MBJ au cours de cette année, un niveau légèrement supérieur à la consommation interne (1.8MBJ).

Le groupe brésilien devrait même porter sa production à 2.3MBJ en 2010, pour une consommation domestique attendue de 2MBJ.

CHINE

Mise en place d'une taxe exceptionnelle sur les profits

Le gouvernement chinois a mis en place une taxe exceptionnelle sur les profits résultant de la vente du pétrole brut produit en Chine, lorsqu'il dépasse 40 \$/Bbl. Cette mesure, applicable depuis le 26 mars, prévoit une taxe de

20 % sur les profits pour un prix du baril supérieur à 40 \$/Bbl et une taxe de 40 % lorsque celui-ci dépasse 60\$/Bbl.

L'instauration de cette nouvelle taxe devrait permettre au gouvernement de redistribuer les profits résultant de la hausse des prix mondiaux du pétrole notamment aux sociétés de raffinage, qui sont pénalisées par le système de contrôle des prix en vigueur en Chine.

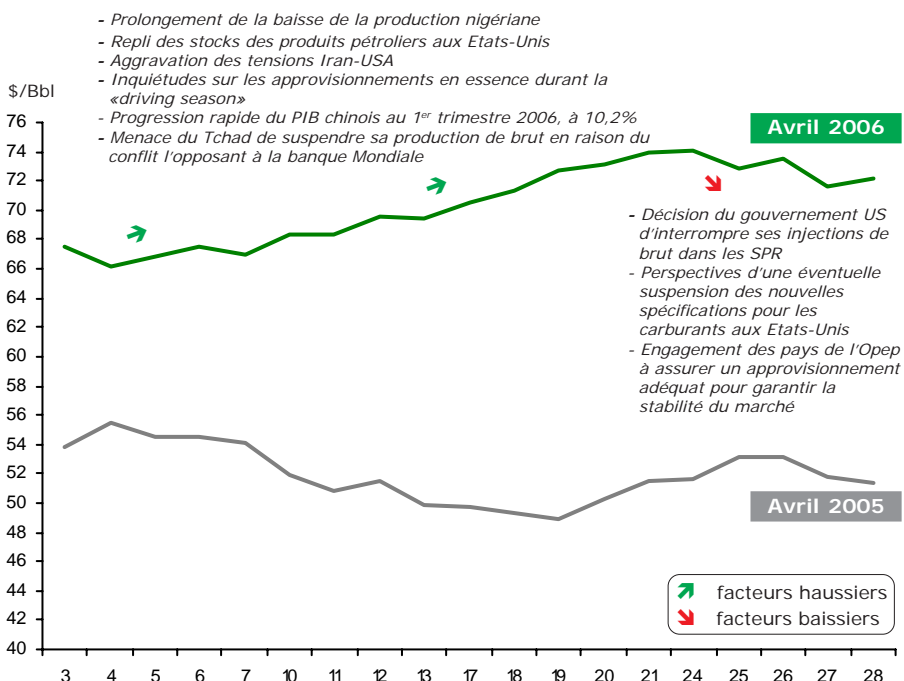
RUSSIE

Accroissement de la production pétrolière de Rosneft de près d'un tiers entre 2005 et 2010 à 2.1MBJ

Le groupe pétrolier russe compte augmenter de plus d'un tiers sa production pétrolière entre 2005 et 2010 pour atteindre un débit d'extraction de 2.1MBJ, soit une croissance moyenne supérieure à 6% an. Durant cette première phase de cinq ans, la croissance du groupe sera notamment tirée par la mise en production de Vankor et de Sakhaline-1. Au cours de la seconde phase, entre 2010 et 2015, la mise en production de nouveaux gisements, dans le cadre des projets Sakhaline-4 et 5, dans l'extrême-orient russe et au Kazakhstan devraient porter la production pétrolière de Rosneft à 2.8MBJ.

Les réserves d'hydrocarbures du groupe russe s'établissent à 15Gbp, ce qui correspond à 28 années de production. Le groupe prévoit de porter sa part dans la production russe d'hydrocarbures de 16% en 2005 à 25% en 2015, de réaliser 26% des exportations russes dans dix ans (contre 17% en 2005), et de générer 24% du raffinage national en 2015, contre 11% en 2005.

Prix du Brent en Avril



- Prolongement de la baisse de la production nigériane
- Repli des stocks des produits pétroliers aux Etats-Unis
- Aggravation des tensions Iran-USA
- Inquiétudes sur les approvisionnements en essence durant la «driving season»
- Progression rapide du PIB chinois au 1^{er} trimestre 2006, à 10,2%
- Menace du Tchad de suspendre sa production de brut en raison du conflit l'opposant à la banque Mondiale

- Décision du gouvernement US d'interrompre ses injections de brut dans les SPR
- Perspectives d'une éventuelle suspension des nouvelles spécifications pour les carburants aux Etats-Unis
- Engagement des pays de l'Opep à assurer un approvisionnement adéquat pour garantir la stabilité du marché

➡ facteurs haussiers
➡ facteurs baissiers

Actualité

Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz

La CREG présente son premier bilan et communique le programme indicatif d'approvisionnement du marché national en gaz naturel et des besoins en moyens de production d'électricité.

Le 15 avril 2006 a été marqué par la première rencontre entre les opérateurs nationaux et la CREG "Commission de régulation de l'électricité et du gaz", l'objet recherché était de faire la présentation du rapport élaboré par la CREG portant sur le programme indicatif d'approvisionnement du marché national en gaz naturel et des besoins en moyens de production d'électricité à l'horizon 2006-2015, établi en application de l'article 46 de la loi n°02-01 du 05 février 2002 relative à l'électricité et à la distribution de gaz par canalisations.

A la lecture du rapport il ressort que :

- La période 1995-2004 a été caractérisée par une croissance annuelle de 5,4 % de la consommation nationale en gaz naturel des clients desservis par l'opérateur traditionnel Sonelgaz, évoluant ainsi de près de 10 Gm³ en 1995 à 16 Gm³ en 2004.

- Quant à la demande en électricité, elle a évolué de près de 16 TWh en 1995 à près de 26 TWh en 2004, soit un accroissement de 5.1%.

Pour l'année 2005, le niveau de la consommation a été de 16.84 Gm³ de gaz naturel, réparti sur trois types d'utilisation: les centrales électriques avec 10.3 Gm³, la clientèle industrielle y compris Naftec Alger et Asmidal Annaba 2.55 Gm³ et la distribution publique avec 3.97 Gm³. Cette consommation n'inclut pas l'auto-consommation des unités de Sonatrach ainsi que celle des clients approvisionnés directement à partir des pipes de Sonatrach. A moyen et long termes, et selon les résultats de cette étude, la demande prévisionnelle en gaz naturel continuera de croître. Elle avoisinera les 23 Gm³ à l'horizon 2015 selon le scénario moyen et 26 Gm³ pour le scénario fort; cela s'explique

par la croissance de la demande de la distribution publique +6.5% par an, la clientèle industrielle +4.5% et les centrales électriques +2.2% toujours selon le scénario moyen. De même la consommation en électricité à l'horizon 2015 sera de l'ordre de 51 170 GWh selon le scénario moyen, contre 58 495 GWh pour le scénario fort, soit un accroissement moyen de 6%. Pour faire face à cette croissance, plusieurs projets de centrales électriques sont en cours de réalisation. On citera le cas de la centrale Hadjeret Enouss prévue en juillet 2008 avec une capacité de 1200 MW. Par ailleurs, nous assistons à l'entrée en production de nouveaux opérateurs dans le domaine de la production d'électricité suite à la mise en œuvre de la loi 02-01 relative à l'électricité et à la distribution de gaz par canalisations ; il s'agit de "Chariket Kahraba Skikda" SKS avec une capacité de 825 MW et "Chariket Kahraba Berrouaghia" SKB avec une capacité de 484 MW. Le démarrage de ces centrales électriques est prévu pour 2006. Quant à "Kahraba Arzew", celle-ci est déjà opérationnelle depuis juin 2005 avec une capacité de 336 MW.

Notons que ces projets viennent s'ajouter au parc de centrales électriques déjà existant dont la capacité de production est de 6451 MW, dont 2740 MW en turbine vapeur et 3436 MW en turbine à gaz et 275 MW en centrale hydraulique.

De plus, il est mentionné que la puissance à déclasser sur la période 2005-2015 serait de 3785 MW.

En complément de l'électricité produite à partir des centrales électriques classiques, l'électricité d'origine renouvelable ou de système de cogénération est envisagée, une contribution de 5 % dans le bilan de production à l'horizon 2015 est ciblée.

Coopération Algérie-Espagne

M. Chakib Khelil en visite à Madrid

Dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et l'Espagne dans le domaine énergétique, une délégation ministérielle conduite par le Ministre de l'Energie et des Mines, le Docteur Chakib Khelil, a effectué une visite à Madrid le 18 avril 2006.

Lors de cette visite, le projet Medgaz, reliant directement l'Algérie à l'Espagne, a été au centre des discussions qui ont eu lieu entre M. Chakib Khelil et son homologue espagnol, M. José Montilla.

M. Chakib Khelil a précisé que les deux premiers tronçons du gazoduc sont déjà en construction sur le territoire algérien, et que ceux-ci seront finalisés l'année prochaine, alors que le tronçon maritime ne le sera que 18 mois plus tard. Côté espagnol, le ministère de l'Industrie a chargé l'entreprise Enagas de la construction du tronçon d'une longueur totale de 290 Km et qui sera composé de deux segments.

Le Ministre algérien a déclaré que les contrats d'achat-vente de gaz ont été signés avec Cepsa et Iberdrola, et sont en cours de finalisation avec Endesa qui est actionnaire dans la société Medgaz.

Les deux ministres ont affirmé que le projet Medgaz sera bientôt finalisé et mis en service à la date prévue entre fin 2008 et début 2009. Selon le ministre espagnol, le mois de juillet 2006 verra le début des principaux investissements du gazoduc. Un projet en partenariat de câble électrique sous-marin reliant les deux pays, complété par une centrale à cycle combiné au gaz en territoire algérien, a aussi été au centre des discussions, afin de permettre l'interconnexion électrique entre les deux pays.

Transport maritime

Sonatrach lance un appel d'offres pour l'acquisition de méthaniers AtlanticMax

Compte tenu des perspectives d'augmentation de la production de GNL avec la mise en œuvre de nouveaux projets (Gassi-Touil, nouvelle unité de Skikda), Sonatrach a lancé en avril 2006 un Appel d'offres international (N° 20 Sonatrach-Hyproc S.C./2006, via le Baosem) pour l'acquisition, en partenariat, de navires méthaniers (1 ferme + 1 en option) de très grande capacité (Very Large LNG Carriers - VLNGC, capacité supérieure à 150 000 m³).

L'acquisition de ce type de navire, pour une utilisation dès 2008/2009, est motivée par la nécessité de :

- Renforcer la flotte existante des méthaniers, en prévision de l'augmentation de la capacité de production de GNL et consolider la position de Sonatrach sur le marché.
- Satisfaire de manière optimale tous les contrats Ex-Ship existants et renforcer ce mode de vente pour les contrats futurs.
- Disposer de flexibilité opérationnelle pour effectuer des arbitrages entre les différents marchés.
- Participer et réserver des capacités dans des terminaux de regazéification.
- S'adapter aux nouvelles tendances du marché en termes d'approvisionnements. Les nouveaux méthaniers seront utilisés pour approvisionner principalement les marchés du Bassin Atlantique.

La Tunisie et la société italienne Eni ont signé deux accords pour un montant total de 400 millions US\$ pour accroître la capacité du gazoduc TTPC. La capacité du gazoduc sera portée de 27.4 Gm³/an actuellement à environ 33.9 Gm³/an.

4^{ème} Conférence des Cadres de l'Activité Commercialisation

Les Ressources Humaines au cœur du débat

Les Cadres de l'Activité Com tiendront leur quatrième conférence annuelle le 24 mai prochain. Thème central :

Valorisation des hydrocarbures et Compétences: Quelles sont les nouvelles exigences et quelles sont les nouvelles réponses ?

Le choix du thème s'inscrit dans une préoccupation de Groupe. En effet, Sonatrach s'est dotée, par le biais d'une Directive signée le 25 mars dernier, d'une « **Politique Ressources Humaines** » accordant une priorité à sept domaines spécifiques dont, notamment, le développement des compétences.

Nous reviendrons plus en détail sur le déroulement de cette rencontre.

Dialogue Pays producteurs / Pays consommateurs d'énergie

«La sécurité énergétique, une responsabilité partagée», thème du 10^{ème} Forum International de l'Energie (Suite de la page 1)

Pour finir, l'Organisation a insisté sur la poursuite de la recherche en matière de capture et de séquestration du dioxyde de carbone afin de lutter efficacement contre l'effet de serre.

AIE : Dépendance accrue des pays consommateurs à l'égard des combustibles fossiles pour satisfaire la demande

Le Forum a été l'occasion pour l'AIE de présenter les projections extraites du dernier World Energy Outlook 2005 relatives à l'évolution de l'offre et la demande mondiale à l'horizon 2030. Ainsi, les besoins énergétiques mondiaux seront supérieurs de 25% en 2015 et de plus de 50% en 2030 par rapport à 2005. Les deux tiers de cet accroissement seront assurés grâce au pétrole et au gaz naturel. La part de marché de l'OPEP atteindrait 42% en 2015 et 50% en 2030, moyennant des investissements colossaux dans les secteurs amont et aval (614 G\$ entre 2004 et 2030 pour la zone MENA). Les projections établies par l'AIE mettent en évidence trois défis majeurs :

- La dépendance accrue des pays consommateurs vis à vis des importations provenant d'un nombre réduit de pays devrait exacerber les inquiétudes relatives à la sécurité d'approvisionnement.
- Les risques de perturbations du climat du fait des émissions de dioxyde de carbone posent la question de la définition d'un système énergétique soutenable sur le long terme.
- Enfin le troisième challenge est relatif à l'accès aux services énergétiques modernes des régions les plus pauvres sur le plan énergétique.

L'AIE propose également un scénario alternatif qui considère une accélération de la mise en oeuvre des nouvelles mesures visant à promouvoir une utilisation plus rationnelle de l'énergie et un remplacement des combustibles fossiles, pour des raisons de sécurité énergétique et de protection de l'environnement. La demande mondiale d'énergie primaire (pétrole et gaz naturel)

OPEP

Une réunion informelle en marge du 10^{ème} Forum Mondial de l'Energie de Doha

Les pays de l'OPEP ont indiqué, à l'issue de leur réunion informelle tenue en marge du 10^{ème} Forum Mondial de l'Energie, qu'ils n'envisageaient pas une modification de leur politique de production tout en réaffirmant leur engagement à assurer un approvisionnement de brut adéquat aux pays consommateurs pour garantir la stabilité du marché pétrolier.

évaluée selon ce scénario alternatif serait inférieure de 10% par rapport à celle du scénario de référence en 2030. Néanmoins, le pétrole conserverait son rôle de première source d'énergie avec une part à peine supérieure à un tiers dans le mix énergétique mondial. Enfin, l'AIE n'a pas manqué de souligner l'apport considérable des pays producteurs compte tenu des incertitudes entourant la mise en place de mesures politiques énergétiques plus radicales par les pays consommateurs.

Sociétés pétrolières : le nouveau contexte international freine les investissements

De leur côté, les sociétés pétrolières ont mis en évidence les incertitudes sur l'offre et la demande qui constituent un frein sérieux pour la planification des investissements. L'élimination des obstacles à l'accès aux marchés et aux ressources devrait permettre à ces compagnies de contribuer efficacement à la sécurité énergétique mondiale.

Conclusions du Forum

Sur la base des études présentées par l'AIE et l'OPEP, le Forum a souligné la nécessité d'accélérer le développement de technologies plus respectueuses de l'environnement et de sources d'énergie alternatives plus efficaces pour satisfaire la demande future et améliorer l'efficacité énergétique. Les participants ont également convenu de réduire les effets des éléments politiques sur l'industrie énergétique.

Le 11^{ème} Forum international de l'énergie se tiendra en Italie, en 2008, l'Inde et le Mexique faisant figure de co-pays hôtes.

Brèves

■ **Chine- Koweït : Accord pour le projet de construction d'une nouvelle raffinerie dans le sud de la Chine.** La Commission du développement national et des réformes a donné son aval à un projet de construction d'une nouvelle raffinerie dans le Sud de la Chine d'une capacité de 300 000 à 350 000 B/J. Représentant un investissement de 5G\$, la future usine doit être construite par une filiale de la compagnie étatique koweïtienne Kuwait Petroleum Corporation, dans le cadre d'une joint-venture avec la firme chinoise Petrochina.

■ **Canada: Démarrage de la phase 3 du projet Syncrude en 2006.** La troisième phase du développement de Syncrude, dans l'Athabasca au Canada, devrait être achevée au deuxième trimestre 2006. La production de l'upgrader du brut extrait des sables atteindra près de 350 000 B/J de Syncrude Sweet Blend contre 214 000 B/J en 2005.

■ **Kazakhstan - Russie : Doublement de la capacité du CPC à 67 Mt/an.** Le Kazakhstan et la Russie envisagent de doubler la capacité de l'oléoduc CPC (*Caspian Pipeline Consortium*), à 67 Mt/an ou 1.35MBJ, contre 30 Mt/an actuellement. Pour sa part, la Russie soumettrait son accord au projet à une participation du Kazakhstan à la construction de l'oléoduc Bourgas-Alexandroupolis. Le Kazakhstan, qui espère porter ses exportations pétrolières de 1.3MBJ actuellement à 3MBJ en 2015, négocie également une entrée possible dans l'oléoduc BTC (*Bakou-Tbilissi-Ceyhan*). Le projet d'expansion du CPC comprend la construction de dix stations de pompage, une capacité de stockage de 480 000 T et une infrastructure portuaire supplémentaire sur la Mer noire. Par ailleurs, les actionnaires du CPC ont indiqué qu'ils ne s'opposeraient pas à une prise de participation de Transneft.

■ **OPA Gas Natural - Endesa**
La Commission Européenne a lancé le 3 mai une procédure d'infraction contre le décret-loi adopté par le gouvernement espagnol pour contrer l'offre publique d'achat (OPA) du groupe énergétique allemand E.ON sur Endesa (qui a été autorisée par Bruxelles). Le décret-loi en question, adopté le 24 février, soit quatre jours après l'annonce par E.ON de son OPA sur Endesa, renforce les prérogatives du régulateur espagnol, en lui permettant d'étudier des opérations d'acquisition pouvant affecter les intérêts stratégiques du pays.